

4° het besluit van de Waalse Regering van 10 juni 1999 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de verenigingen ter bevordering van de huisvesting.

Art. 33. Dit besluit treedt in werking op 1 november 2004.

Art. 34. De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 september 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

Bijlage

Waarde Ln	Maximum toelage
1 à 70	85.000
71 à 100	90.000
101 - 110	93.000
111 - 120	97.000
121 - 130	102.000
131 - 140	108.000
141 - 150	115.000
151 - 160	118.000
161 - 170	122.000
171 - 180	127.000
181 - 190	133.000
191 - 200	140.000
201 - 225	155.000
226 - 250	170.000
251 - 300	190.000
301 - 350	215.000
351 - 400	240.000

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 23 september 2004 betreffende de sociale huisvestingsinstellingen.

Namen, 23 september 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 4352

[2004/203357]

**21 OCTOBRE 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif à la présence de détecteurs d'incendie dans les logements**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement institué par le décret du 29 octobre 1998 tel que modifié par les décrets des 18 mai 2000, 14 décembre 2000, 31 mai 2001 et 15 mai 2003, notamment l'article 4bis;

Vu l'avis 36.970/A du Conseil d'Etat, donné le 10 mai 2004;

Considérant qu'il convient d'adopter au plus vite les normes relatives à la présence de détecteurs d'incendie dans les logements afin d'assurer la sécurité des occupants;

Sur la proposition du Ministre du Logement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1^o Ministre : le Ministre qui a le Logement dans ses attributions;

2^o administration : la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine du Ministère de la Région wallonne;

3^o Code : le Code wallon du Logement.

Art. 2. Tout logement individuel ou collectif est équipé d'au moins :

- un détecteur pour chaque niveau comportant au moins une pièce d'habitation;

- deux détecteurs pour chaque niveau comportant au moins une pièce d'habitation dont la superficie utile telle que définie par l'article 1^{er}, 19, du Code est supérieure à 80 m².

Le niveau est l'espace compris entre un plancher et le plafond qui le surmonte.

Le logement individuel ou collectif, dont le procès-verbal établissant la conformité de l'installation électrique aux dispositions du Règlement général sur les installations électriques est établi plus de six mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté, et dont le nombre de détecteurs nécessaires est d'au moins quatre unités, est équipé soit de détecteurs raccordés entre eux afin de relayer le signal d'alarme émis par chacun d'eux, soit d'une installation de détection automatique d'incendie de type centralisé.

Art. 3. Les détecteurs sont des détecteurs de fumée optique, certifiés par un organisme visé à l'article 6. Ils sont garantis au minimum cinq ans contre tout défaut de fabrication et de composants, à l'exception des piles non rechargeables.

Ils sont conformes aux normes belges et européennes relatives aux détecteurs d'incendie pour les applications domestiques. A défaut, les détecteurs doivent :

1^o émettre, dans les conditions de feu, un signal d'alarme incendie d'un niveau sonore d'au moins 85 dB mesuré à la verticale du détecteur et à une distance de 3 mètres sans obstacles;

2^o comporter un indicateur de fonctionnement;

3^o émettre un signal de défaut sonore, ayant une tonalité différente de l'alarme, signalant la perte de capacité d'alimentation électrique pour assurer les fonctions essentielles du détecteur;

4^o comprendre les circuits associés alimentés par piles, batteries incorporées ou sur secteur;

5^o comporter les informations suivantes, marquées de manière indélébile :

- nom ou marque et adresse du fabricant ou du fournisseur;

- type de détecteur;

- date de fabrication ou numéro de lot;

- type de batterie à utiliser;

6^o disposer d'un manuel contenant entre autres les informations concernant le mode d'emploi, l'installation, l'entretien et le contrôle du détecteur en ce compris les éléments devant être régulièrement remplacés.

Art. 4. L'installation des détecteurs est conforme aux normes belges et européennes relatives aux détecteurs d'incendie pour les applications domestiques.

A défaut, les détecteurs sont installés conformément aux instructions écrites fournies par le fabricant et placés dans le premier des espaces intérieurs ou la première des pièces repris ci-dessous, présent dans le niveau et non équipé d'un détecteur :

1^o le hall ou le palier donnant accès aux chambres à coucher;

2^o le hall d'entrée;

3^o la pièce dans laquelle débouche la partie supérieure d'un escalier;

4^o la pièce contiguë à la cuisine;

5^o la chambre;

6^o toute autre pièce d'habitation.

Si un niveau doit être équipé de deux détecteurs et que plusieurs espaces intérieurs ou pièces permettent de respecter les prescriptions ci-dessus, la répartition des détecteurs doit assurer une couverture maximale des signaux d'alarme incendie.

Art. 5. Toute demande de dérogation aux dispositions des articles 3 et 4 est transmise à l'administration par le propriétaire du logement. Elle est accompagnée d'une attestation démontrant qu'elle contribue à une sécurisation au moins équivalente des occupants, sans augmentation des risques pour l'environnement.

L'attestation émane soit d'une personne physique titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou d'architecte, soit d'une personne morale visée à l'article 6 du présent arrêté, soit de toute personne démontrant des connaissances ou une expérience utiles dans le domaine de la détection du feu.

L'administration dispose d'un délai de quarante-cinq jours à partir de la réception de la demande et de l'attestation pour accepter ou refuser la demande de dérogation.

Le défaut de notification au demandeur de la décision dans le délai est assimilé à un refus.

Art. 6. Sont reconnus par le Gouvernement comme organisme visé à l'alinéa 2 de l'article 4bis du Code, les organismes disposant d'une accréditation en tant qu'organisme de certification de produits délivrée :

- par le système belge d'accréditation conformément à la loi du 20 juillet 1990 concernant l'accréditation des organismes de certification et de contrôle, ainsi que les laboratoires d'essais ou
- par un organisme d'accréditation équivalent au sein de l'espace économique européen.

Art. 7. Les détecteurs d'incendie installés avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sont présumés répondre aux conditions posées par le présent arrêté pendant une période de dix ans à partir de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 8. Le Ministre du Logement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 octobre 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 4352

[2004/203357]

**21. OKTOBER 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung
über das Vorhandensein von Feuermeldeanlagen in den Wohnungen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des durch das Dekret vom 29. Oktober 1998 eingeführten Wallonischen Wohngesetzbuches, in seiner durch die Dekrete vom 18. Mai 2000, vom 14. Dezember 2000, vom 31. Mai 2001 und vom 15. Mai 2003 abgeänderten Fassung, insbesondere des Artikels 4bis;

Aufgrund des am 10. Mai 2004 abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 36.970/A;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Normen über das Vorhandensein von Feuermeldeanlagen in den Wohnungen zu verabschieden, um die Sicherheit der Bewohner zu gewährleisten;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

1° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört;

2° Verwaltung: die Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes des Ministeriums der Wallonischen Region;

3° Gesetzbuch: das Wallonische Wohngesetzbuch.

Art. 2 - Jede Einzel- oder Gemeinschaftswohnung hat mindestens die folgende Ausrüstung:

- einen Feuermelder für jedes Geschoss, das mindestens einen Wohnraum umfasst;

- zwei Feuermelder für jedes Geschoss, das mindestens einen Wohnraum umfasst, dessen Nutzfläche im Sinne von Artikel 1, 19 des Gesetzbuches über 80 m² liegt.

Das Geschoss ist der Raum zwischen einem Fußboden und der darüber stehenden Decke.

Die Einzel- oder Gemeinschaftswohnung, für welche das Protokoll zur Bescheinigung der Übereinstimmung der Stromanlage mit den Bestimmungen der Allgemeinen Ordnung für elektrische Anlagen mehr als sechs Monate nach Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses aufgenommen wird, und für welche die Anzahl der notwendigen Feuermelder mindestens vier Einheiten beträgt, wird entweder mit aneinander angeschlossenen Feuermeldern zur Weiterleitung des durch jeden Feuermelder ausgesandten Alarmsignals oder mit einer zentralen Anlage zur automatischen Branddetektion ausgestattet.

Art. 3 - Die Feuermelder sind optische Rauchmelder, die durch eine in Artikel 6 erwähnte Einrichtung zertifiziert werden. Sie werden mindestens 5 Jahre gegen Fabrikations- und Bauteilfehler garantiert, mit Ausnahme der nicht aufladbaren Batterien.

Sie entsprechen den belgischen und europäischen Normen über Feuermeldeanlagen für Haushaltsanwendungen. Mangels dessen müssen die Feuermelder:

1° in Brandbedingungen ein Feueralarmsignal von mindestens 85 dB aussenden, das am Feuermelder senkrecht und in einer Entfernung von 3 Metern ohne Hindernisse gemessen wird;

2° einen Betriebsanzeiger haben;

3° ein akustisches Fehlersignal aussenden, das einen anderen Ton als die Alarm hat und den Verlust der Stromversorgungskapazität zur Gewährleistung der wesentlichen Funktionen des Feuermelders meldet;

4° die verbundenen Schaltungen umfassen, die mit Zellbatterien, eingebauten Batterien oder Netzanschluss betrieben werden;

5° die folgenden unauslöschbar geschriebenen Informationen aufweisen:

- Name oder Marke und Anschrift des Herstellers oder des Lieferanten;

- Typ des Feuermelders;

- Herstellungsdatum oder Losnummer;

- Art der zu verwendenden Batterie;

6° über ein Handbuch verfügen, das u.a. die Informationen über die Gebrauchsanweisungen, die Installation, die Wartung und die Überprüfung des Feuermelders umfasst, einschließlich der Bauteile, die regelmäßig zu ersetzen sind.

Art. 4 - Die Installation der Feuermelder entspricht den belgischen und europäischen Normen über die Feuermelderanlagen für Haushaltsanwendungen.

Mangels dessen werden die Feuermelder gemäß den durch den Hersteller gelieferten schriftlichen Anweisungen in dem ersten der nachstehend aufgeführten, nicht mit einem Feuermelder ausgestatteten Innenräume oder Zimmer des Geschosses installiert:

- 1° Flur oder Treppenabsatz, der Zugang zu den Schlafzimmern gibt;
- 2° Eingangshalle;
- 3° Zimmer, in welches der obere Teil einer Treppe mündet;
- 4° Zimmer, das an die Küche angrenzt;
- 5° Schlafzimmer;
- 6° jeder sonstige Wohnraum.

Wenn ein Geschoss mit zwei Feuermeldern ausgestattet werden muss, und wenn mehrere Innenräume oder Zimmer die Einhaltung vorerwähnter Vorschriften ermöglichen, muss die Verteilung der Feuermelder eine maximale Deckung der Feueralarmsignale sicherstellen.

Art. 5 - Jeder Antrag auf Abweichung von den Bestimmungen der Artikel 3 und 4 wird von dem Eigentümer der Wohnung an die Verwaltung gerichtet. Dem Antrag wird eine Bescheinigung beigelegt, zum Nachweis, dass diese Abweichung mindestens zur Gewährleistung der gleichen Sicherheit der Bewohner beiträgt und die Risiken für die Umwelt nicht erhöht.

Die Bescheinigung wird entweder von einer natürlichen Person, die Inhaber eines Diploms eines Ingenieurs oder eines Architekten ist, oder von einer in Artikel 6 des vorliegenden Erlasses erwähnten juristischen Person, oder von jeglicher Person, die den Beweis von nützlichen Kenntnissen oder einer nützlichen Erfahrung im Bereich der Branddetektion erbringen kann, ausgestellt.

Die Verwaltung verfügt über eine Frist von 45 Tagen ab dem Empfang des Antrags und der Bescheinigung, um den Abweichungsantrag anzunehmen oder abzulehnen.

Eine fehlende fristgerechte Notifizierung an den Antragsteller gilt als Ablehnung.

Art. 6 - Als Einrichtungen im Sinne von Absatz 2 von Artikel 4*bis* des Gesetzbuches erkennt die Regierung die Einrichtungen an, die über eine Akkreditierung als Zertifizierungsstelle für Produkte verfügen, die erteilt wird:

- durch das belgische Akkreditierungssystem gemäß dem Gesetz vom 20. Juli 1990 über die Akkreditierung der Bescheinigungs- und Prüfstellen sowie der Versuchslaboratorien, oder
- durch eine gleichwertige Akkreditierungseinrichtung im europäischen Wirtschaftsraum.

Art. 7 - Es wird betrachtet, dass die Feuermeldealanlagen, die vor dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses installiert worden sind, während eines Zeitraums von 10 Jahren ab dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses den durch den vorliegenden Erlass vorgeschriebenen Bedingungen erfüllen.

Art. 8 - Der Minister des Wohnungswesens wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 21. Oktober 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 4352

[2004/203357]

**21 OKTOBER 2004. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende de aanwezigheid van brandmelders in de woningen**

De Waalse Regering,

Gelet op de Waalse Huisvestingscode ingevoerd bij het decreet van 29 oktober 1998 zoals gewijzigd bij de decreten van 18 mei 2000, 14 december 2000, 31 mei 2001 en 15 mei 2003, inzonderheid op artikel 4*bis*;

Gelet op het advies 36.970/A van de Raad van State, gegeven op 10 mei 2004;

Overwegende dat zo spoedig mogelijk maatregelen aangenomen dienen te worden betreffende de aanwezigheid van brandmelders in de woningen om de veiligheid van de bewoners te vrijwaren;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° Minister : de Minister bevoegd voor Huisvesting;

2° bestuur : het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium van het Ministerie van het Waalse Gewest;

3° code : de Waalse Huisvestingscode.

Art. 2. Elke individuele of collectieve woning is uitgerust met minstens :

- één brandmelder voor elke verdieping die minstens één woonkamer telt;
- twee brandmelders voor elke verdieping die minstens één woonkamer telt waarvan het nuttig oppervlak zoals omschreven bij artikel 1, 19, van de code hoger is dan 80 m².

De verdieping is de ruimte liggend tussen een (planken)vloer en het bovenliggend plafond.

De individuele of collectieve woning waarvan het proces-verbaal tot vaststelling van de conformiteit van de elektrische installaties met de bepalingen van het Algemeen Reglement op de elektrische installaties opgesteld wordt meer dan zes maanden na inwerkingtreding van dit besluit en waarvan het aantal noodzakelijke brandmelders minstens vier eenheden telt, wordt uitgerust met ofwel brandmelders die onderling aangesloten worden om het alarmsignaal dat elk ervan uit kan zenden door te seinen ofwel met een automatische brandmeldingsinstallatie van het gecentraliseerde type.

Art. 3. De brandmelders zijn optische rookmelders die gecertificeerd zijn door een organisme bedoeld in artikel 6. Zij zijn minstens vijf jaar gewaarborgd tegen elke fabricagefout en niet-functionerende onderdelen, behalve de niet-herlaadbare batterijen.

Zij zijn conform aan de Belgische en Europese normen betreffende de brandmelders voor toepassingen in huis. Bij ontstentenis moeten de brandmelders :

1° bij brand een brandalarmsignaal uitzenden waarvan het geluidsniveau minstens 85 dB bedraagt gemeten loodrecht op de brandmelder en op een afstand van drie meter zonder hindernissen;

2° een verklikker bevatten;

3° bij defect een geluidssignaal uitzenden waarvan de toon verschilt van het brandalarmsignaal en waarmee aangegeven wordt dat het elektrisch voedingsvermogen dat de hoofdfuncties van de brandmelder in stand houdt, afneemt;

4° de verbonden circuits, die gevoed worden door ingebouwde batterijen of via het stroomnet, bevatten;

5° de volgende op onuitwisbare wijze aangebrachte gegevens inhouden :

- naam of merk en adres van de fabricant of de leverancier;
- type brandmelder;
- datum van vervaardiging of lotnummer;
- type te gebruiken batterij;

6° een handboek bevatten waarin meer bepaald de gegevens opgenomen zijn betreffende de gebruiksaanwijzing, de installatie en het nazicht van de brandmelder, met inbegrip van de onderdelen die regelmatig vervangen dienen te worden.

Art. 4. De installatie van de brandmelders stemt overeen met de Belgische of Europese normen inzake brandmelders.

Bij gebreke van dergelijke normen worden de brandmelders geïnstalleerd overeenkomstig de schriftelijke instructies die door de fabricant worden verstrekt en worden ze geplaatst in de eerste binnenruimte of in de eerste van de kamers zoals hieronder vermeld die op de verdieping aanwezig is en niet is uitgerust met een brandmelder :

1° de hall of de overloop die toegang verleent tot de slaapkamers;

2° de inkomhall;

3° de kamer waarin het bovenste gedeelte van een trap uitkomt;

4° de aan de keuken aanpalende kamer;

5° de kamer;

6° elke andere woonruimte.

Als een verdieping uitgerust moet worden met twee brandmelders en meerdere binnenruimten of kamers ervoor kunnen zorgen dat bovenvermelde voorschriften worden nageleefd, moeten de brandmelders zodanig verspreid worden dat de alarmsignalen een maximale oppervlakte bestrijken.

Art. 5. Elke aanvraag tot afwijking van de bepalingen van de artikelen 3 en 4 wordt door de eigenaar van de woning ingediend en overgemaakt aan het bestuur. Daarbij wordt een attest gevoegd waaruit blijkt dat zij bijdraagt tot een minstens gelijkwaardige beveiliging van de bewoners, zonder risicoverhoging voor het leefmilieu.

Het attest gaat uit ofwel van een natuurlijke persoon die houder is van een ingenieurs- of architectendiploma ofwel van een rechtspersoon zoals bedoeld in artikel 6 van dit besluit ofwel van elke persoon die aantoonbaar dat hij een nuttige kennis of ervaring heeft op het gebied van branddetectie.

Het bestuur beschikt over een termijn van vijftienveertig dagen vanaf de ontvangst van de aanvraag en van het attest om de afwijkingaanvraag te aanvaarden of te weigeren.

De ontstentenis van kennisgeving aan de aanvrager van de beslissing binnen de termijn wordt met een weigering gelijkgesteld.

Art. 6. Als instelling bedoeld bij het tweede lid van artikel 4bis van de Code worden door de Regering erkend, de instellingen die over een accreditatie beschikken als certificeringsinstelling voor producten afgeleverd :

- door het Belgische accreditatiesysteem overeenkomstig de wet van 20 juli 1990 betreffende de accreditatie van certificatie- en keuringsinstellingen, alsmede van beproevingslaboratoria of
- door een gelijkwaardige accreditatie-instelling binnen de Europese Economische Ruimte.

Art. 7. De brandmelders die vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit zijn aangekocht, zijn geacht aan de voorwaarden die bij dit besluit zijn opgelegd, te voldoen binnen een periode van tien jaar vanaf de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 8. De Minister bevoegd voor de Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 oktober 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[2004/203325]

14 OCTOBRE 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon désignant l'intercommunale Interlux en tant que gestionnaire de réseau de distribution de gaz

Le Gouvernement wallon,

- Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz;
Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 octobre 2003 relatif aux gestionnaires de réseaux gaziers;
Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 janvier 2003 relatif à la désignation des gestionnaires de réseaux;
Vu le rapport de la Commission wallonne pour l'Energie CD-4 e11-CWaPE-049 du 11 mai 2004 sur les propositions reçues de communes et des provinces en vue de la désignation des gestionnaires de réseau de distribution et l'avis de Commission wallonne pour l'Energie CD-4h10-CWaPE-69 du 18 août 2004 sur la désignation des Gestionnaires de Réseaux de Distribution (GRD) de gaz par le Gouvernement wallon;
- Vu la délibération du conseil communal d'Arlon du 1^{er} décembre 2003;
Vu la délibération du conseil communal d'Attert du 23 avril 2004;
Vu la délibération du conseil communal d'Aubange du 31 mars 2004;
Vu la délibération du conseil communal de Bastogne du 24 octobre 2003;
Vu la délibération du conseil communal de Bertogne du 3 février 2004;
Vu la délibération du conseil communal de Bertrix du 21 avril 2004;
Vu la délibération du conseil communal de Bouillon du 30 avril 2004;
Vu la délibération du conseil communal de Chiny du 12 novembre 2003;
Vu la délibération du conseil communal de Daverdisse du 12 novembre 2003;
Vu la délibération du conseil communal de Durbuy du 10 novembre 2003;
Vu la délibération du conseil communal d'Erezée du 28 novembre 2003;
Vu la délibération du conseil communal d'Etalle du 27 octobre 2003;
Vu la délibération du conseil communal de Fauvillers du 11 février 2004;
Vu la délibération du conseil communal de Florenville du 6 novembre 2003;
Vu la délibération du conseil communal de Gouvy du 1^{er} décembre 2003;
Vu la délibération du conseil communal d'Habay du 10 février 2004;
Vu la délibération du conseil communal d'Herbeumont du 25 février 2004;
Vu la délibération du conseil communal d'Hotton du 28 octobre 2003;
Vu la délibération du conseil communal d'Houffalize du 5 novembre 2003;
Vu la délibération du conseil communal de La Roche-en-Ardenne du 7 janvier 2004;
Vu la délibération du conseil communal de Léglise du 6 novembre 2003;
Vu la délibération du conseil communal de Libin du 16 octobre 2003;
Vu la délibération du conseil communal de Libramont-Chevigny du 12 décembre 2003;
Vu la délibération du conseil communal de Manhay du 19 janvier 2004;
Vu la délibération du conseil communal de Meix-devant-Virton du 6 novembre 2003;
Vu la délibération du conseil communal de Messancy du 12 novembre 2003;
Vu la délibération du conseil communal de Musson du 28 janvier 2004;
Vu la délibération du conseil communal de Neufchâteau du 4 février 2004;
Vu la délibération du conseil communal de Paliseul du 26 janvier 2004;